

Questions et réponses document # 3

Numéro de référence de la DDP : P1400256

DATE DE CLÔTURE : le 17 février 2014

HEURE DE CLÔTURE et FUSEAU HORAIRE : 1400h HNE

TITRE DU PROJET : PRESTATION DE SERVICES DE TRADUCTION À LA COMMISSION
CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE

À tous les soumissionnaires :

Le présent document a pour but de donner effet aux points suivants :

Question no 8

Qui fournit ces services à la Commission?

Réponse no 8 :

La Commission obtient ces services de traduction du Bureau de la Traduction de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et de divers fournisseurs.

Question no 9 :

Quels sont les taux payés par la Commission pour ce genre de services?

Réponse no 9

Nous ne pouvons pas divulguer cette information.

Question no 10

Allez-vous modifier 15,3 pour inclure les taux proposés pour les services de publication assistée par ordinateur (PAO) selon la norme de l'industrie ? Est-ce que la Commission des droits de la personne a l'intention d'avoir un travail exigeant PAO (Powerpoint et brochures nécessitent habituellement PAO). Les entrepreneurs supposent donc fondée sur l'article 41.1 numéro 5.

Réponse no 10:

Les services de publication assistée par ordinateur (PAO) devraient être inclus dans le tarif par mot à traduire, car il est tenu de fournir le texte dans son format original.

Question no 11 :

Souhaitez-vous modifier 15,3 à inclure une redevance minimale pour la traduction par la norme de l'industrie ?

Réponse no 11

Non

Question no 12

42.8 exige que la facture indique le nom du traducteur. Ceci va à l'encontre de l'entente de confidentialité de l'entrepreneur, mais l'entrepreneur peut inclure un ID de traducteur. Cela suffira-t-il ?

Réponse no 12 :

Oui, un ID de traducteur suffirait. Dans la DDP (sous la section 48.8 Exigences obligatoires), il est stipulé que « La proposition identifie une équipe de ressources pour fournir des services décrits à l'annexe A ». Leur ID de traducteur doit être ajouté à cette information.

Question no 13 :

On suppose toute entreprise peut répondre à cette invitation. Est-ce que la préférence va à des entreprises établies au Canada ?

Réponse no 13 :

Tous les fournisseurs intéressés peuvent soumissionner. Veuillez noter que ce besoin est sujet exclusivement à l'accord sur le commerce intérieur du Canada.

Question no 14

Pouvez-vous clarifier la définition de «services relecture comparative» et «services révision d'originaux» ?

Réponse no 14 :

Voir pages 26 - Section 41.2.1. Langue

Relecture comparative signifie comparer une traduction au texte d'origine afin de s'assurer qu'elle respecte le contenu, la terminologie, le ton et le style, et de corriger l'orthographe, la grammaire et la typographie qui sont employées uniquement dans la traduction.

Révision d'originaux s'entend de la révision d'un texte rédigé dans sa langue d'origine, afin de corriger la grammaire, l'orthographe, l'usage et la typographie, d'améliorer le style, de modifier les phrases ou les paragraphes obscurs ou illogiques, et de vérifier l'exactitude et l'uniformité de la terminologie.

Question no 15 :

Comment est-il décidé si un projet va à un fournisseur primaire ou secondaire ? Qui distribue le travail et sur quelle base ?

Réponse no 15

Voir la section 42.9 Procédures relatives aux demandes.

Question no 16

Quelle est la taille moyenne des projets en nombre de mots ?

Réponse no 16:

La taille moyenne des projets est de 700 mots.

Fin des questions et réponses